

MONDE

Oussama BEN LADEN menace la France. Dans un message audio, diffusé par Al Jazeera : « *La France ne pourra être en sécurité que si elle se retire d'Afghanistan* » et cesse « *ses injustices* » à l'égard des musulmans. Ben LADEN ajoute qu'il est « *du droit* » des musulmans de riposter par la violence contre « *les envahisseurs français* » à l'interdiction du voile intégral en France. Il justifie aussi l'enlèvement des Français au Sahel.

Bernard KOUCHNER a qualifié ces menaces d' « inacceptables ». Le ministre des Affaires étrangères indique que « *le niveau de vigilance est extrêmement élevé* ». Pour Brice HORTEFEUX, ces menaces justifient le plan Vigipirate rouge.

Hervé MORIN reste très prudent. Le ministre de la Défense considère que l'authenticité du message « *peut être considérée comme acquise au vu des premières vérifications* ». Sur le sort des Français enlevés au Niger, il confirme que « *Nous mettons en œuvre tous les moyens pour faire en sorte que nos compatriotes puissent revenir en France le plus rapidement possible.* » Quant aux deux journalistes français retenus en Afghanistan depuis décembre 2009, « *j'ai indiqué que nous savions qu'ils étaient en vie et que nous continuions à mettre en œuvre là aussi tous les moyens pour faire en sorte qu'ils reviennent* ».

Afghanistan : premiers retraits des forces, notamment française, de l'OTAN en 2011. Un « *rendez-vous* » a « *été fixé par l'OTAN dans le cadre de la nouvelle stratégie* ». « *C'est le début de l'année 2011 puisqu'en 2011, nous allons transférer toute une série de districts aux Afghans* », explique Hervé MORIN. « *A ce moment-là, il pourra y avoir les premiers déplacements ou les premiers retraits de forces alliées d'Afghanistan* ». Le calendrier a été fixé par Barack OBAMA : les premiers soldats américains quitteront l'Afghanistan courant 2011. Le ministre de la défense affirme que cela n'avait « *aucun lien* » avec le message d'Oussama BEN LADEN.

600 soldats étrangers tués depuis début 2010. Ce total a été atteint avec la mort d'un soldat de l'OTAN au cours d'une attaque dans l'est de l'Afghanistan.

Téhéran finance Kaboul ? Le président KARZAÏ a admis recevoir des « *sacs d'argent* » d'Iran, parmi d'autres « *gouvernements amis* ».

L'Europe augmente la pression sur l'Iran. Les ministres européens des Affaires étrangères ont approuvé les sanctions renforcées contre l'Iran, déjà décidées sur le principe en juillet, pour que ce pays fasse la transparence sur son programme nucléaire controversé. Les textes légaux d'application détaillent entre autres quelles technologies susceptibles d'être utilisées par l'industrie iranienne du pétrole et du gaz sont visées. Ils interdisent les investissements de l'Iran dans ces activités.

Irak : condamnation à mort de l'ancien vice-premier ministre. La Haute cour pénale irakienne a condamné à mort Tarek AZIZ, 74 ans, compagnon de Saddam HUSSEIN et porte-parole du régime, pour son rôle dans la répression contre la communauté chiite dans les années 80. Le Vatican a demandé que la sentence ne soit pas exécutée.

Révélations de WikiLeaks : le Pentagone se défend. La pression s'est accentuée sur les Etats-Unis après les révélations sur les cas de mauvais traitements couverts ou commis par l'armée américaine lors de la guerre en Irak, contenues dans les documents publiés par le site WikiLeaks. Quelque 400.000 documents confidentiels sur la guerre en Irak ont été publiés. L'armée américaine a affirmé par ailleurs qu'elle n'avait pas minimisé le nombre de victimes civiles en Irak. Selon WikiLeaks, le bilan des victimes civiles de la guerre en Irak serait supérieur de 15.000 aux chiffres du Pentagone.

20 millions. C'est le nombre de mines antipersonnel en Irak, l'un des pays les plus minés au monde. L'Irak a demandé l'aide de la communauté internationale pour neutraliser les mines qui ont déjà fait 8.000 victimes (dont 25% d'enfants) depuis le début de la guerre Iran-Irak.

La Chine et le G20. Les propositions du président SARKOZY pour le G20 figurent parmi les sujets qui seront évoqués par le président Hu JINTAO lors de sa visite à Paris la semaine prochaine. Selon

le vice-ministre des Affaires étrangères, Fu YING, la France a avancé des « propositions très innovatrices et la Chine prend ses propositions sérieusement ». « Je pense que ce sont de bonnes suggestions », mais la priorité actuelle reste d'assurer le succès du sommet du G20.

EUROPE

Procédure d'infraction contre la France sur le « bouclier fiscal ». Lancée par la Commission européenne au motif qu'il est discriminatoire pour les personnes non résidents fiscaux en France. Trois éléments sont mis en avant par la Commission, qui estime que la libre circulation des personnes, des travailleurs et des capitaux est affectée. La procédure ne remet pas en cause le principe du « bouclier fiscal » mais vise à placer sur un pied d'égalité avec les résidents fiscaux français les personnes qui sont domiciliées fiscalement à l'étranger. L'exécutif communautaire a choisi de transmettre un « avis motivé » à la France afin que celle-ci mette fin à cette discrimination dans un délai de deux mois.

La réponse du ministre de l'Economie. Christine LAGARDE, a estimé que la logique de la Commission était compréhensible mais que la démarche ne lui paraissait « pas tout à fait légitime ». Elle a rappelé que le président Nicolas SARKOZY souhaitait de toute façon une réflexion l'an prochain sur une refonte profonde de la fiscalité française sur le patrimoine.

Mise en place d'une diplomatie européenne. Catherine Ashton, la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE, a officiellement nommé le Français Pierre VIMONT, jusqu'alors ambassadeur de France aux Etats-Unis, pour la seconder dans ses fonctions.

Accord sur les fonds spéculatifs. Les Européens se sont mis d'accord pour réguler les fonds spéculatifs, qui devront à l'avenir obtenir un passeport pour opérer dans l'UE. Après des mois de négociations, cette annonce ouvre la voie à un vote définitif du texte par les eurodéputés en séance plénière le 11 novembre.

SWIFT off. Les Etats-Unis refusent de modifier leur législation dans le cadre de la négociation d'un accord général sur la protection des données personnelles. Les députés européens déplorent que les données privées des citoyens européens ne soient pas protégées aux Etats-Unis de la même manière que celles des citoyens américains. Plusieurs accords ont déjà été conclus, le dernier étant celui sur la transmission des données bancaires des citoyens européens gérées par la société SWIFT basée à Bruxelles. Le Parlement européen exige des garanties et a suspendu son agrément à un accord sur les données des passagers des compagnies aériennes.

Le « Single Market Act ». Il ne s'agit pas d'un nouveau mode d'emploi pour célibataires, mais bien du pacte pour le marché unique. Elaboré par Michel BARNIER, il est destiné à relancer le marché intérieur européen. Pour le Commissaire français, « entre nous, Européens, je pense qu'il y a trois à quatre points de croissance possibles à réaliser, si nous développons nos échanges et supprimons les obstacles ». Pour cela, il présente « un plan de 50 actions, pour moitié législatives », fruit du « travail collectif de dix commissaires européens » et qui sera soumis à un « débat public de trois ou quatre mois » avec les parlements nationaux et les syndicats.

Le chantage aux élections. Le Premier ministre grec, Georges PAPANDREOU, n'a pas exclu de convoquer des élections générales anticipées en Grèce si le résultat des élections locales des 7 et 14 novembre devait empêcher la poursuite de l'action réformatrice de son gouvernement.

L'Irlande se serre la ceinture. Le gouvernement a fixé à 15 milliards d'euros sur quatre ans le montant des mesures d'austérité nécessaires, en coupes budgétaires et en hausses d'impôts, pour faire face au déficit public et le réduire à 3% du PIB en 2014.

Etape décisive pour la Serbie. Après des mois de blocage, l'UE a accepté que la Commission européenne étudie la candidature à l'UE de ce pays des Balkans.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

OBAMA veut séduire les jeunes. Il a participé à l'émission satirique « Daily Show ». C'est le premier président en exercice à participer à l'émission de l'animateur populaire John STEWART, dont le ton attire en particulier les jeunes démocrates. « Lorsque nous avons promis pendant la campagne (de 2008) « le changement auquel vous pouvez croire », ce n'était pas le changement auquel vous pouvez croire dans 18 mois », a encore plaidé Barack OBAMA. Sans cacher que « c'est dur et il faut persévérer ». Handicapé par un marasme économique qui persiste et un taux de chômage proche des 10%, OBAMA, dont la cote de popularité n'est que de 43% d'opinions favorables, a clairement changé

de ton et décidé de se montrer plus agressif envers les républicains qu'il accuse inlassablement d'avoir mené le pays à la situation actuelle, de bloquer ses réformes et de vouloir continuer « *les politiques du passé* ». Le parti du président se prépare à une défaite face aux républicains qui pourraient reprendre la majorité à la Chambre des représentants, le 2 novembre.

Etats-Unis : sondage. 63% des électeurs républicains ou affiliés aux républicains se déclarent plus enthousiastes que d'habitude à l'idée d'aller voter, alors qu'ils ne sont que 37% côté démocrate, le parti du président Barack OBAMA, selon cette enquête réalisée pour le quotidien « USA Today ».

Haïti : l'épidémie. Le choléra a fait 259 morts, selon le dernier bilan officiel à Port-au-Prince, qui montre une baisse du taux d'infection des personnes touchées par la maladie, dont les autorités haïtiennes affirment qu'elle est endiguée. L'épidémie a conduit à « 3.342 hospitalisations ».

Argentine : Nestor KIRCHNER est mort. L'ex-président Nestor KIRCHNER, mari de la présidente Cristina KIRCHNER et homme fort de l'Argentine, est mort d'une crise cardiaque à 60 ans.

Dilma remonte. La dauphine du président LULA, Dilma ROUSSEFF, a repris un net avantage sur le social-démocrate José SERRA dans la course à la présidence qui se terminera dimanche. A une semaine du second tour, elle compte une avance de 10 points, selon les derniers sondages. Environ 136 millions de Brésiliens sont appelés aux urnes le 31 octobre.

Japon : défaite du pouvoir. Le candidat du PDJ a été battu dans une élection partielle à la chambre basse du Parlement. Cette défaite constitue un nouveau signe de la désaffection du PDJ, que le remaniement ministériel opéré en septembre par le Premier ministre, NAOTO Kan, ne semble pas avoir enrayerée.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Retraites : la mobilisation continue. La contestation s'est poursuivie ce jeudi à l'appel des syndicats. Le Sénat a adopté par un vote solennel le projet de loi sur la réforme des retraites issu de la commission mixte paritaire, à 177 voix contre 151. L'Assemblée nationale a ensuite adopté par 336 voix contre 233 le texte définitif du projet de loi. Le PS a annoncé le dépôt d'un recours devant le Conseil constitutionnel. Le ministre du travail, Eric WOERTH, s'est félicité de l'adoption d'« *une réforme sans précédent pour notre société* », tandis que la gauche dénonçait le « *passage en force du gouvernement* ».

Rama YADE refait parler d'elle. Après la publication d'un livre dans lequel elle s'adresse aux jeunes, la secrétaire d'Etat aux Sports a estimé sur son blog que le député UMP du Nord, Christian VANNESTE, devait être exclu de l'UMP après son « *coming out* » sur une « *alliance honteuse et contre nature entre le centre, l'UMP et le Front national* ». Une procédure d'exclusion lui permettrait « *de rejoindre ses amis d'extrême droite* », poursuit-elle.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Le projet de loi de finances pour 2011 fait recette. Adoption en première lecture, du volet « Recettes » (première partie) du projet de loi de Finances (PLF) pour 2011, qui prévoit un déficit de près de 92 milliards d'euros (91,62 milliards d'euros) contre 152 milliards en 2010 après la crise. La majorité UMP-Nouveau centre a fait le plein de voix (333) face à l'opposition (221). Le président du MoDem, François BAYROU, a voté contre tandis qu'un seul député UMP s'est abstenu : René COUANAU, l'un des premiers (dès 2009), à l'UMP, à avoir demandé la suspension du bouclier fiscal. L'examen de la première partie du PLF va se poursuivre au Sénat. Le gouvernement espère revenir sur les mesures adoptées contre son avis par les députés, notamment la baisse de 75 à 50% du taux de réduction de l'ISF au titre de l'investissement dans les PME.

Deuxième acte. Les députés vont examiner pendant plusieurs semaines le volet dépenses du budget, mission par mission. L'ensemble du budget doit faire l'objet d'un vote en première lecture le 17 novembre avant son passage au Sénat.

La retraite pour les parlementaires aussi. Les mesures de la réforme en cours du régime général s'appliqueront, qu'il s'agisse de l'âge de liquidation de la retraite (62 ans), du taux de cotisation (10,55%) ou du nombre d'annuités requises (41 ans en 2012 puis 41 ans et demi en 2014) pour l'obtention d'une pension sans décote. De plus, les retraites des anciens députés devraient être diminuées de 8% au 1^{er} janvier 2011. Le Bureau du Sénat devrait adopter très bientôt une réforme semblable.

Fin de la discorde ? L'opposition a recommencé à siéger dans les instances dirigeantes de l'Assemblée nationale, qu'elle boycottait depuis plus d'un mois après l'interruption des débats sur la réforme des retraites. François BROTTES pour le groupe SRC et François de RUGY pour le groupe GDR (PCF, Verts, PG) ont ainsi assisté à la Conférence des présidents. Les points du Règlement de l'Assemblée sur lesquels les groupes d'opposition veulent des modifications seront examinés par un comité de suivi paritaire, a répété le président (UMP) de l'Assemblée, Bernard ACCOYER.

Sénat

Les femmes au pouvoir... des entreprises. Le Sénat a adopté en première lecture une proposition de loi visant à favoriser la parité hommes-femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises, vrais bastions masculins. La proposition prévoit un objectif : à partir du 1^{er} janvier 2016, les conseils d'administration des entreprises, des établissements publics à caractères administratif, industriel et commercial devront comprendre 40% de femmes. Avec un minimum de 20% de femmes d'ici trois ans. Les CA sans femme devront en nommer au moins une dans les six mois suivant la promulgation de la loi.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi relatif au contrôle des importations et exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés.

Ordonnance relative au code des transports.

Communications. La réunion des ministres des finances du G20. / La mise en œuvre du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire. / La nouvelle réglementation thermique pour le bâtiment.

Nominations des personnalités qualifiées au Conseil économique, social et environnemental. <http://www.gouvernement.fr/gouvernement/mesures-d-ordre-individuel-108>

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Chômage en hausse. En septembre en France métropolitaine, pour le 2^{ème} mois consécutif, de 4.600 personnes, soit 2,697 millions pour les personnes sans activité, et de 28.300 personnes, soit 3,999 millions en incluant celles ayant eu une activité réduite, selon le ministère de l'Emploi.

Le moral des ménages s'est légèrement amélioré en octobre, l'indicateur qui le mesure ayant gagné 1 point par rapport à septembre où il en avait déjà gagné 2, a annoncé l'Insee. L'indicateur qui résume l'opinion des ménages sur la situation économique avait chuté de janvier à juillet, puis repris sa progression en septembre.

Quand le bâtiment est stable... Les mises en chantier de logements neufs en France ont été stables (+0,2% sur un an) pour la période allant de juillet à septembre, tandis que les permis de construire ont progressé de 26,2%, a annoncé le ministère de l'Ecologie.

Electricité : la facture va augmenter de 3% à 4% début 2011.

Les missions de l'OTAN sur le web. L'Alliance propose des témoignages filmés de ses différentes missions et dont certains engagements demeurent parfois méconnus. Mis en ligne depuis début octobre et développé par les équipes de Capa Entreprises, le web-documentaire « *Les Chroniques de l'OTAN* » nous embarque chaque semaine dans une zone de conflit ou en Europe, où civils ou militaires de l'Alliance œuvrent sur le terrain. « *La Menace pirate* » est le premier épisode de cette série, relate vingt jours passés à bord d'un navire danois, le HDMS Absalon, au large des côtes somaliennes. Objectif : prévenir les prises d'otage en neutralisant les pirates.

Allemagne : réduire pour augmenter. Le ministre allemand de la Défense a présenté un projet de réforme de fond de l'armée, qui réduirait notamment les effectifs de 250.000 à 180.000 hommes en augmentant le contingent disponible pour des missions à l'étranger. « *A l'heure actuelle, il nous faut 250.000 soldats hommes et femmes pour simplement permettre à 7.000 d'entre eux de mener des opérations. En d'autres termes, derrière chaque soldat en mission, il y a 35 camarades et 15 employés civils qui assurent son soutien* », selon le rapport d'une commission de sages sur les réformes de la Bundeswehr. La Bundeswehr souhaiterait que le contingent disponible pour des opérations à l'étranger, en Afghanistan ou au Kosovo par exemple, puisse passer à environ 16.000 hommes.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La PEC au rapport. Le rapport sur la prise en charge par l'Etat (PEC) des frais de scolarité à l'étranger de Mesdames COLOT et JOISSAINS devrait être remis au Président de la République le 3 novembre. Les parlementaires devraient se prononcer pour le maintien de la mesure pour les classes de lycée (Terminale, Première, Seconde). Elles proposeraient de limiter le niveau de remboursement à celui appliqué lors de l'introduction de la mesure. Le taux pourrait être fixé par établissement en tenant compte de l'inflation. Pour l'instant, la PEC ne serait pas étendue aux autres classes en raison des difficultés budgétaires.

Francophonie : Abdou DIOUF réélu à la tête de l'Organisation internationale. Le Sénégalais définit son rôle comme une « *magistrature d'influence* ».

Assemblée des Français de l'étranger – Résultats des élections partielles. L'arrêté portant les résultats officiels n'est pas encore paru au Journal officiel. Ont été élus :

- Washington : Nicole HIRSH, Christiane CICCONE, Richard ORTOLI, Guy WILDENSTIEN, Corinne NARASSIGUIN.

- Mexico : Geneviève SUBERVILLE, Marie-Hélène PONTVIANNE, François BOUCHER.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La France centenaire. Au 1^{er} janvier 2010, 15.000 centenaires vivent en France métropolitaine : c'est 13 fois plus qu'en 1970. 9 centenaires sur 10 sont des femmes et parmi les personnes de 110 ans et plus, qu'on appelle les « supercentenaires », il n'y a quasiment que des femmes. Dans 50 ans, la France pourrait compter 200.000 centenaires, soit 13 fois plus qu'aujourd'hui. Si les conditions d'espérance de vie sont meilleures que prévu, ils pourraient être 380.000 en 2060, contre 120.000 dans le cas contraire. http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1319

Mortalité infantile. Elle ne baisse plus en France depuis 2005 et a même augmenté en 2009, pour atteindre 3,7 pour mille, selon une étude publiée par l'INSEE.

Le coup de la panne. Le mouvement de grève dans les raffineries et les dépôts de carburant en France a entamé sa décrue, les salariés de ce secteur stratégique ont voté en partie la reprise du travail dans leurs entreprises. Les régions françaises sont diversement touchées par les difficultés de réapprovisionnement. Si la situation semble s'améliorer, tout n'est pas encore revenu à la normale.

Record de touristes étrangers aux Etats-Unis. Les Etats-Unis, 2^{ème} destination touristique mondiale, ont indiqué qu'ils prévoyaient de battre cette année leur record qui atteindrait la barre des 60 millions. Le chiffre représenterait une hausse de plus de 9% par rapport à l'année dernière. Le record date de 2008, avec 58 millions.

CARNET

Décès

Georges FRECHE. Le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon est mort d'un arrêt cardiaque à Montpellier à 72 ans. Né le 9 juillet 1938 à Puylaurens (Tarn), M. FRECHE a été maire de Montpellier de 1977 à 2004, qu'il avait érigée au rang de 8^{ème} ville de France, avant de passer la main pour se consacrer à la présidence de la région et à celle de l'agglomération. Il avait été exclu du PS en 2007 pour ses déclarations perçues comme racistes.

Nominations

Etienne de MONTAIGNE de PONCINS, ambassadeur au Kenya.

Joël GODEAU, ambassadeur au Suriname.

Christian CONNAN, ambassadeur au Cambodge.

Kareen RISPAL-BELLANGER pourrait être nommée directeur du développement durable et des affaires publiques de Lafarge.

Raymond QUEREILHAC, chef de la mission de gestion financière et administrative à la DFAE.

Brice ROQUEFEUIL, chargé de la sous-direction de la politique des ressources humaines au Quai.

Jean WIET, chargé de la sous-direction des privilèges et immunités consulaires au protocole du Quai.

Luc DEREPAIS, conseiller juridique à l'Organisation internationale du travail.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr